

Enquête sur l'analyse de la protection menée au niveau local – Rapport de synthèse

Le Réseau des acteurs locaux pour l'analyse de la protection (PALAN), en collaboration avec le Cluster mondial pour la protection, l'IRC, Oxfam, Christian Blind Mission (CBM), le Conseil danois pour les réfugiés, Action contre la faim, ProLAC et d'autres agences partenaires, travaille à recueillir des informations sur les pratiques et les expériences actuelles des organisations locales de la société civile qui mènent et dirigent des analyses de la protection. Cela inclut les défis et les obstacles auxquels elles sont confrontées, les facteurs favorables et les pratiques prometteuses, ainsi que les recommandations visant à promouvoir des initiatives interinstitutionnelles plus inclusives et menées localement. Dans le cadre de ce travail, une enquête mondiale a été menée en décembre 2025 - janvier 2026, diffusée par des partenaires de recherche par le biais de canaux internes et interinstitutionnels liés à la protection, à l'analyse et à l'action humanitaire locale.¹

Le rapport suivant présente les principales conclusions de cette enquête, y compris les principales recommandations soulignées par les répondants à l'intention des ONG internationales, des forums de coordination et des donateurs.

Méthodologie

Au total, 113 personnes issues de diverses organisations, régions et secteurs ont participé à l'enquête.² Les données démographiques générales comprenaient :

- **Sexe** : 57 % d'hommes / 42 % de femmes / 1 % préférant ne pas se prononcer
- **Sous-spécialisation en matière de protection** : 44 % protection et autonomisation des femmes / 28 % protection intégrée / 18 % protection de l'enfance
- **Secteur d'activité** : 73 % protection, 12 % diversité et inclusion, 6 % sécurité alimentaire et moyens de subsistance
- **Région de travail** : 43 % Afrique de l'Est / 14 % Afrique centrale / 12 % Amérique latine / 12 % MENA / 10 % Asie / 4 % Afrique de l'Ouest / 4 % Monde

¹ y compris le réseau PALAN, le Global Protection Cluster et la liste de diffusion des coordinateurs nationaux, la Child Protection Alliance, le GBV Call to Action et les canaux internes/de partenariat pertinents des agences collaboratrices dans la recherche.

² L'enquête a été diffusée (en anglais, arabe, français et espagnol) par le biais de canaux mondiaux liés à des initiatives d'analyse de la protection, de sorte que les personnes interrogées étaient plus susceptibles d'avoir été impliquées dans le système de coordination et engagées à un certain niveau dans l'analyse de la protection. Les résultats de cette enquête peuvent ne pas refléter les opinions des personnes extérieures aux systèmes de coordination ou de protection humanitaire. Nous reconnaissons également qu'il existe une répartition géographique inégale qui peut refléter la manière dont l'enquête a été diffusée. L'enquête est complétée par une analyse documentaire et des consultations supplémentaires, notamment avec des organisations communautaires et des organisations de personnes handicapées, afin de mieux comprendre les expériences spécifiques de ces types d'acteurs, qui ne sont pas prises en compte dans ce rapport de synthèse spécifique.

• Type d'organisation : voir figure 1

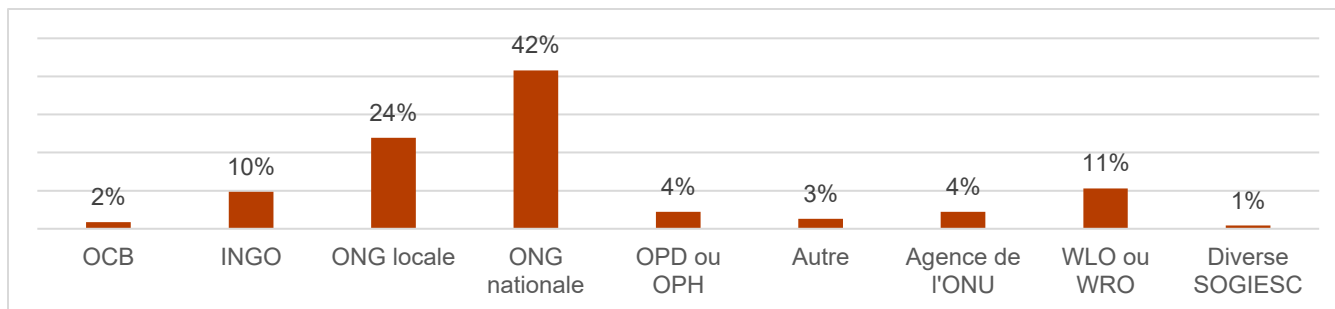


Figure 1 : Répondants par type d'organisation

Pratiques actuelles

59 % des répondants déclarent qu'ils entreprennent ou participent souvent à des analyses de protection, suivis par 27 % qui le font parfois. 3 % ont déclaré n'avoir jamais entrepris d'analyse, tandis que 11 % le font rarement.

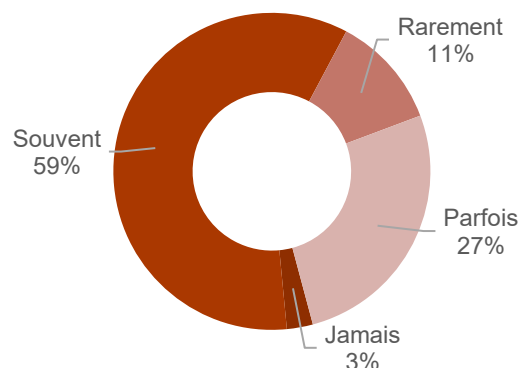
Les organisations qui effectuent des analyses de protection ont déclaré le faire de manière collaborative à tous les niveaux et de manière indépendante. **La majorité (61 %) l'ont fait dans le cadre d'un processus interinstitutionnel organisé par le cluster/domaine de responsabilité.** Plus de la moitié l'ont également fait en collaboration avec des ONG internationales (58 %) ou avec les communautés locales (58 %), ainsi qu'avec des ONG locales/nationales (56 %) ou de manière indépendante (54 %). Lorsqu'elles travaillent avec des parties prenantes locales, **presque toutes (93 %) le font en collaboration avec les communautés.**

Les organisations d'Afrique de l'Est et d'Amérique latine étaient beaucoup plus susceptibles de s'engager au niveau interinstitutionnel, tandis que celles de la région MENA ont déclaré le plus faible engagement au niveau interinstitutionnel (29 %) et étaient beaucoup plus susceptibles de mener des analyses de protection de manière indépendante (71 %). En outre, les ONG nationales s'engageaient à un niveau interinstitutionnel à des taux beaucoup plus élevés que les ONG locales ou les WLO/WRO (70 % contre 42 % et 45 %). **Seule une OPD interrogée a déclaré avoir participé à un exercice mené par plusieurs agences.**

Qu'elles travaillent avec des acteurs internationaux ou locaux pour mener des analyses de protection, les organisations étaient principalement impliquées dans la collecte de données (86 %), suivie de la conception (67 %), de l'analyse et de la formulation de recommandations (66 %) et de la planification stratégique basée sur l'analyse (58 %). 77 % de toutes les organisations ont déclaré avoir joué un rôle dans la conception ou la mise en œuvre de l'analyse conjointe.

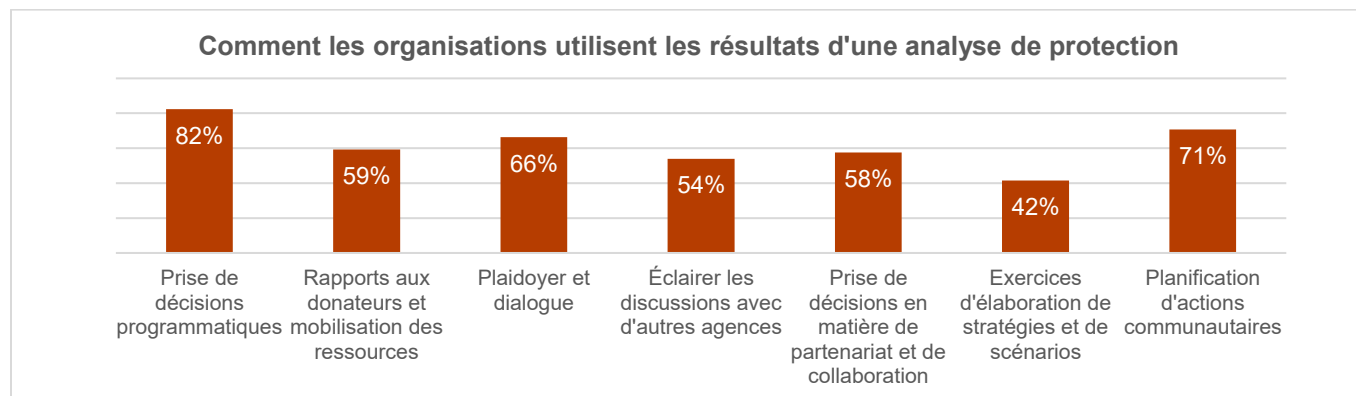
Les résultats des analyses de protection sont le plus souvent utilisés pour éclairer la prise de décision programmatique (82 %). Les organisations utilisent également couramment les résultats pour la planification d'actions communautaires (71 %) et le plaidoyer et le dialogue (66 %). L'utilisation la moins fréquente est celle

Fréquence à laquelle les organisations entreprennent ou participent à des analyses de protection



Enquête sur l'analyse de la protection menée localement - Rapport de synthèse

des exercices d'élaboration de stratégies et de scénarios, avec 42 %. Outre les utilisations spécifiques liées aux activités et stratégies de réduction des risques, les répondants ont également souligné le rôle que joue l'analyse de protection dans la responsabilisation et le renforcement de l'adhésion et de la confiance de la communauté.



Défis liés à la participation et à la direction de l'analyse de protection

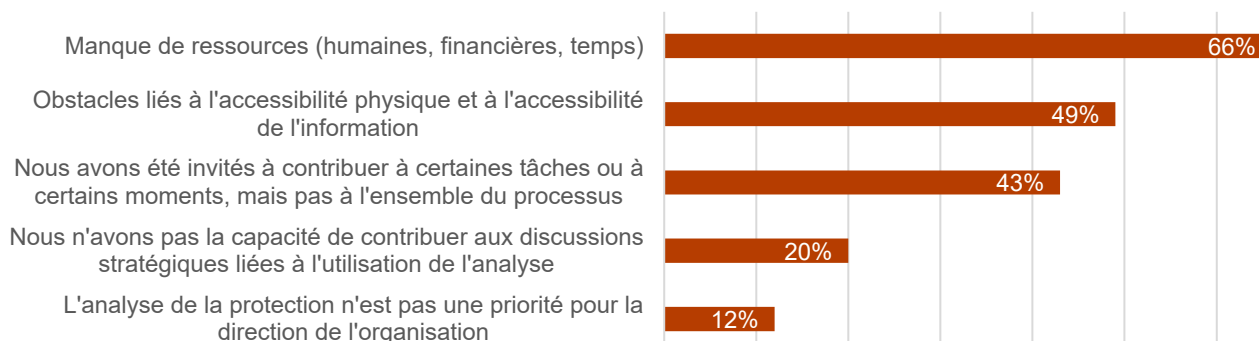
« Un véritable passage à un « leadership local » nécessite un changement structurel dans la manière dont le pouvoir et les ressources sont répartis dans le secteur humanitaire, et pas seulement la participation d'organisations locales en tant que prestataires chargés de la mise en œuvre. » – Répondant d'une organisation de personnes handicapées (OPD) de la région MENA

Les participants à l'enquête ont été invités à classer les trois principaux obstacles à **une participation significative** à l'analyse de la protection, et trois problèmes principaux sont ressortis clairement de l'ensemble des réponses. **Le manque de ressources (humaines, financières, en temps) était de loin le défi le plus important, mentionné par 80 % des répondants et obtenant le score le plus élevé (66 %)**³. Venaient ensuite les obstacles liés à l'accessibilité physique et à l'accessibilité de l'information (score de 49 %) et le fait d'être invité à contribuer à certaines tâches ou à certains moments, mais pas à l'ensemble du processus (score de 43 %). Peu d'organisations ont signalé le manque de confiance, de capacités ou d'adhésion de l'organisation comme principaux obstacles à une participation significative.

Lorsqu'il a été demandé de classer les trois principaux défis pour **mener** une analyse de protection, les réponses ont quelque peu changé par rapport à la participation significative. Le manque de ressources est resté le principal obstacle, mentionné une fois de plus par 80 % des répondants avec un score pondéré de 66 %. La capacité technique limitée ou la compréhension insuffisante de la manière de mener le processus constituait le deuxième défi le plus important (score de 53 %), suivi par le manque de conseils, d'outils et de matériel adaptés (score de 37 %).

³ Les participants ont classé leurs trois principaux choix en fonction des défis à relever pour participer de manière significative et pour diriger des analyses de protection, et pour le type de soutien nécessaire à l'analyse de la protection menée localement. Les réponses ont été pondérées et combinées afin d'obtenir une note sur 100 pour chaque question.

Les 5 principaux défis auxquels sont confrontées les organisations locales et représentatives pour participer de manière significative au processus d'analyse de la protection (y compris l'utilisation de l'analyse)



Recommandations clés

« L'analyse de la protection sera plus précise et plus efficace lorsque les acteurs locaux seront activement impliqués dans toutes les étapes du processus et lorsque leur participation sera soutenue de manière significative par des ressources, des conseils techniques et des opportunités de leadership » – Répondant d'une ONG locale en Somalie

Lorsqu'on leur a demandé comment les acteurs humanitaires ou les organismes de coordination pourraient mieux aider les organisations locales à diriger ou codiriger certains aspects de l'analyse de la protection, les cinq recommandations les plus fréquentes ont été les suivantes :

- ★ Renforcer les capacités sous forme de formations, de mentorat et de coaching en fonction des priorités et des besoins des parties prenantes dans le contexte (78 %).
- ★ Fournir un financement ou un soutien financier aux fonctions d'analyse, de coordination et d'engagement communautaire (46 %).
- ★ Fournir un financement pour utiliser les résultats de l'analyse de la protection et mettre en œuvre les recommandations (25 %).
- ★ Renforcer l'accessibilité (physique, informationnelle) dans les initiatives d'analyse conjointes (23 %).
- ★ Renforcer la sensibilisation des organisations locales et représentatives et renforcer les voies d'accès au leadership (23 %).